

Sachez protéger vos arrières

Que vaudra votre assurance-vie à votre décès ? Si vous avez investi sur le fonds en euros sécurisé, la valeur du capital sera au moins égale à ce que vous avez versé, net de frais d'entrée. Dans ce cas, l'intérêt d'assurer votre capital contre une moins-value est nul. En revanche, si vous investissez sur des fonds risqués, donc susceptibles de baisser, la question de garantir votre capital peut avoir du sens. Votre but : protéger les bénéficiaires contre les baisses de la Bourse au cas où vous décédiez à un moment critique.

LES GARANTIES DÉCÈS : DESCRIPTIF

La plupart des assurances-vie multisupport proposent, voire imposent, des garanties de prévoyance complémentaires au contrat. De l'assurance, en somme. Leur objet ? Mettre le capital à l'abri des fluctuations financières en cas de décès de l'assuré. Et par conséquent, permettre au(x) bénéficiaire(s) de récupérer au moins l'intégralité des versements effectués par le souscripteur.

À propos de la garantie plancher

La garantie plancher est l'option la plus courante et la moins chère. Son objet : redistribuer en cas de décès

de l'assuré une valeur minimale au(x) bénéficiaire(s) égale au total des versements effectués sur le contrat. Nets de frais sur versements et retraits, s'entend ! Par exemple, un assuré a versé 100 000 euros, sur lesquels 2 % de frais ont été pris à l'entrée. Si aucun retrait n'a été effectué, les bénéficiaires sont sûrs de recevoir au moins 98 000 euros en cas de décès de l'assuré alors que le contrat vaut moins que ce montant (ce qui peut arriver si l'épargne était investie sur des fonds boursiers). En revanche, si l'épargne au décès est supérieure, c'est bien sûr elle qui sera versée. Cette garantie est présente dans la quasi-totalité des contrats multisupport du marché, de manière obligatoire ou optionnelle. Attention, les montants garantis peuvent être plafonnés : par exemple, en cas de moins-value sur un contrat, le montant garanti au bénéficiaire ne pourra pas excéder 200 000 euros. Ou 300 000 euros sur un autre contrat. À vérifier selon les montants investis.

Des options en tout genre

Il existe d'autres garanties de prévoyance plus sophistiquées, proposées cette fois en option. La garantie décès cliquet assure au souscripteur de transmettre la valeur la plus haute atteinte par son capital ou celle atteinte à un instant T défini. La garantie décès majorée, plus rare sur le marché, permet cette fois au souscripteur de fixer le montant qu'il souhaite assurer, par exemple un montant de capital majoré de 15 %. On trouve encore des garanties indexées : le bénéficiaire perçoit au minimum le capital net investi par l'assuré, plus une revalorisation définie à l'avance, par exemple calquée sur le taux d'inflation annuel. À ce sujet, l'imagination des assureurs est sans limites.

La mise en jeu des garanties

Soyons clairs, ces garanties de prévoyance fonctionnent uniquement en cas de décès de l'assuré et si, à ce moment-là, la valeur du contrat est inférieure au total des versements nets. Ce qui est possible uniquement si le souscripteur avait placé son argent sur des fonds financiers dont la valeur peut varier à la baisse.

Important

La moins-value est évaluée sur le contrat dans sa globalité et non support par support.

Il faut savoir que ces garanties excluent souvent les personnes âgées. Passé soixante-quinze ou quatre-vingts ans, on n'est plus couvert par cette assurance... même si on l'a payée depuis des années. Par ailleurs, ce type de garantie est interdit pour les assurés ayant moins de douze ans.

Demandez l'addition

Optionnelles ou obligatoires, dans les deux cas, ces garanties de prévoyance ont un coût qu'il ne faut pas sous-estimer. De plus en plus d'assureurs intègrent leurs prix aux frais de gestion du contrat. C'est donc un surplus à payer sur l'épargne en compte, dont le taux va de 0,05 à 0,20 % selon les contrats. Avec ce type de facturation, vous payez la garantie à tout instant, même si la valeur de votre capital est en forte plus-value. Certains assureurs tarifent toutefois les garanties décès selon l'âge du souscripteur et uniquement si le capital en compte est inférieur aux versements. Avec cette méthode, vous ne payez que si votre capital est en moins-value. Et bien sûr, plus vous êtes jeune, moins c'est cher. Et vice versa.

Un (petit) plus au décès

Certains contrats, notamment distribués par les mutuelles d'assurances, incluent un capital complémentaire en cas de décès de l'assuré. Cette fois, la vocation de la garantie n'est pas de couvrir les moins-values éventuelles du capital, mais d'apporter une somme d'argent supplémentaire, du reste souvent assez faible (quelques milliers d'euros au plus) et variable selon certaines conditions (âge, montant du capital en compte...). C'est un plus utile pour les ménages modestes essentiellement.

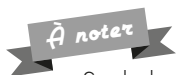
LES BONNES STRATÉGIES POUR SE COUVRIR

Gérer un patrimoine, ce n'est pas uniquement dénicher les meilleurs placements. C'est aussi trouver les solutions pour protéger au mieux ses proches. Financièrement, cela s'entend. Un complément indispensable à votre investissement en assurance-vie.

Un vrai bilan de votre protection familiale

Point de départ, prenez donc dix minutes. Dix minutes pour faire un bilan de votre protection familiale en cas de gros coup dur. Qu'auraient vos proches pour vivre si vous décédiez ou deveniez invalide ? Cette question perturbe trop souvent les seuls détenteurs de patrimoine, inquiets de trop en laisser au fisc. Alors qu'elle devrait surtout concerner ceux qui, justement, ont peu de patrimoine. Au premier rang les jeunes familles en construction, plus encore avec charge d'âme(s). Dans tous les cas, votre moitié devra faire face à des charges financières quasiment identiques (loyers, crédits, charges...) alors que les revenus auront chuté. Ou comment alourdir la charge affective de soucis financiers. Ce tableau fait pourtant peu recette. La plupart des gens éludent pareille situation. D'où l'ignorance de

tout un chacun sur la couverture financière de la famille en cas de drame. Vous croyez peut-être que notre système social pourvoira à l'essentiel. À tort. Pour le décès d'un salarié, la Sécurité sociale verse aux ayants droit un maigre capital de 3 404 euros. Le régime social des indépendants (RSI) octroie 20 % du plafond de la Sécu (7 845,60 euros en 2017). Et pour les fonctionnaires, l'État débourse 13 616 euros. Insuffisant dans tous les cas. Chassez aussi certaines illusions sur vos couvertures privées comme votre mutuelle santé, votre assurance auto ou les garanties de votre carte bancaire, très restrictives.



Seuls les salariés des grandes entreprises profitent en général d'une couverture élevée via les contrats de prévoyance professionnels, qui accordent aux proches une à trois années de salaire en cas de décès du salarié, ainsi qu'une rente pour les enfants jusqu'à leur majorité ou vingt et un ans.

Passez par la case assurance

Que faire pour protéger sa famille : épargner ou s'assurer ? Soyez sérieux, ce n'est ni l'épargne de précaution déposée sur un livret ni les cinquante euros versés chaque mois sur une assurance-vie qui seront à la hauteur d'un drame humain. Sauf à déjà disposer d'un patrimoine conséquent, l'assurance est une réponse plutôt adaptée. Précisément, l'assurance décès dont les accointances avec l'assurance-vie sont historiques. De quoi s'agit-il ? Pas de vous empêcher de mourir ! Mais de laisser un capital substantiel à vos proches en cas de décès prématuré ou d'invalidité définitive. Techniquement, l'assurance décès invalidité est temporaire, c'est-à-dire annuelle et se prorogeant par tacite reconduction. Tant que vous payez votre prime, vous êtes

couvert. Libre à vous d'arrêter le contrat à chaque date anniversaire. Avant d'y souscrire, posez-vous une question clé : quel montant de capital garantir ? Ne soyez pas chiche. Comptez *a minima* un an de votre salaire, même deux pour permettre à votre conjoint/concubin de se retourner. Ou sinon, visez un capital autour de 100 000 euros, une véritable protection qui ne coûte pas très cher, notamment pour les trente-quarante ans. Sachez que le capital versé par l'assureur est exonéré de tout impôt pour le bénéficiaire.

Combien ça coûte ? Pour qui ?

La cotisation à une assurance décès invalidité est principalement fonction de l'âge de l'assuré, de son état de santé, de caractéristiques propres aux assureurs (fumeurs ou non par exemple), et du niveau de capital choisi. Un repère : pour 100 000 euros en cas de décès, comptez 150 euros par an à trente ans, 300 euros à quarante ans, 700 euros à cinquante ans et autour de 1 500 euros à soixante ans, avec de fortes fluctuations sur cet âge selon les compagnies. Autre question clé, qui touchera le capital en cas de malheur ? C'est à vous qu'il revient de désigner le ou les bénéficiaires à la souscription, comme dans une assurance-vie classique, un choix du reste modifiable par la suite. Évidemment, votre moitié est toute désignée si vous vivez en couple. Mais on peut aussi protéger directement ses jeunes enfants à qui des rentes seront versées s'ils sont mineurs quand vous décédez. Dans tous les cas de figure, faites savoir à vos proches que vous avez souscrit ce type d'assurance, pour qu'ils puissent solliciter l'assureur le cas échéant.

Comment trouver un bon contrat ?

Reste à trouver un bon contrat, difficile sur un marché très dense. Évitez d'emblée les offres basiques qui ne couvrent que la mort accidentelle, bien moins

répandue que les décès par maladie. Pointez aussi du doigt les exclusions, notamment si vous pratiquez un sport risqué, et délais de carence. Ce n'est pas tout. Prenez garde aux tarifs pratiqués, tant les écarts sont énormes passé cinquante ans, allant du simple au double. Et soyez attentif aux limites d'âge fixées pour la souscription d'une part, pour la validité des garanties d'autre part, tout comme aux formalités médicales exigées. Quelques contrats, principalement distribués par des courtiers, sortent nettement du lot.